

Pourquoi ses habitants fuient le Bhoutan, « pays du bonheur » - L'écrin bouddhiste mise sur les cryptoactifs

Hélène Ferrarini, *Le Monde diplomatique*, décembre 2025, pp. 14-15

L'image d'Épinal associe le Bhoutan, petit pays encaissé au cœur du massif himalayen, à la sérénité des cimes. Loin du chahut des métropoles occidentales, ses habitants cultiveraient un art de vivre ancestral, une disposition singulière à la félicité. Sur place, on découvre une autre réalité, qui mêle bouddhisme, cryptomonnaies et chômage. De sorte que beaucoup partent.

Il y a 50 ans, c'était un petit bourg d'altitude, entouré de champs ; aujourd'hui, l'urbanisation a gagné un fond de vallée dont les coteaux restent boisés. Thimphou demeure une ville calme. La capitale du Bhoutan, 150 000 habitants, n'a rien à voir avec les bouillonnantes métropoles asiatiques. Fraîchement sortis de terre, des immeubles de cinq étages absorbent sans difficulté les nouveaux habitants arrivant des campagnes et de l'est du pays. Leurs façades reprennent quelques éléments de l'architecture traditionnelle (boiseries aux fenêtres, peintures murales ...). Aucune enseigne publicitaire tapageuse ne borde la quatre-voies qui traverse l'agglomération. Peu de franchises internationales ont obtenu l'autorisation de s'installer ici. Des panneaux vantent en revanche une journée de promotion des études en Australie organisée par l'une des principales sociétés de placement à l'étranger, un secteur d'activité en plein boom. Car le Bhoutan se vide de sa population.

En 2024, le **roi Jigme Khesar Wangchuck** effectue sa première visite officielle en Australie, dans l'espoir de faire revenir ses compatriotes d'un pays qui a attiré près de 1,5% de la population bhoutanaise au cours de l'année précédente. Dans un stade de Perth, 20 000 Bhoutanais viennent l'écouter, revêtus du costume traditionnel : le *gho*, une robe arrivant aux genoux, pour les hommes ; une longue jupe chamarrée assortie d'une veste en soie, la *kira*, pour les femmes. Le *driglam namzha*, l'étiquette qui régit les comportements, reste ancré chez ces exilés. Répondront-ils pour autant à l'invitation royale ?

L'émigration bhoutanaise a connu une accélération depuis la pandémie de Covid-19 : ils seraient au moins 50 000 à avoir quitté le royaume, soit un peu plus de 6% de la population. Cela fait un siècle que des Bhoutanais partent se former à l'étranger - surtout en Inde, mais aussi au Bangladesh et au Sri Lanka - grâce à des bourses publiques dont l'obtention impliquait un retour au pays. Désormais, la plupart des aspirants au départ financent eux-mêmes leurs études à l'étranger, le plus souvent en contractant des prêts. Ils restent ensuite dans le pays d'accueil pour y travailler. Le phénomène tend à devenir massif, et l'État ne contrôle plus l'exode de cette population à la fois jeune et instruite. Le **premier ministre Tshering Tobgay** qualifie le phénomène de « *crise existentielle* » pour son pays (*CBS*, 17 novembre 2024).

T. Tobgay nous reçoit dans son bureau lambrissé au Parlement. « *Le Bhoutan peut se vider* », déplore-t-il. Coincé entre l'Inde et la Chine, et leurs populations respectives d'environ 1,4 milliard de personnes, le Bhoutan se sent menacé. Même si la population augmente grâce à une amélioration considérable de l'espérance de vie - de 595 000 habitants en 2000 à 789 000 aujourd'hui -, le pays ne peut pas compter sur sa natalité, avec un taux de fécondité désormais inférieur à deux enfants par femme. Cet exode dont souffre le Bhoutan ne correspond pas à l'image dont jouit le pays sur la scène internationale depuis qu'il a instauré l'**indice de bonheur national brut (BNB)**, axé sur le bien-être de la population plutôt que sur la seule croissance économique.

Le 4^{ème} roi, **Jigme Singye Wangchuck**, aurait conçu l'idée en 1972, alors qu'un journaliste indien l'interrogeait sur le produit intérieur brut (PIB) de son pays - une question à laquelle il se trouvait sans doute dans l'incapacité de répondre en l'absence de statistiques nationales fiables. Mais, sur le plan intérieur autant qu'extérieur, le BNB devient la pierre angulaire de la politique bhoutanaise au début du XXI^e s, avec son inscription dans la **Constitution de 2008**, quand **Jigme Singye Wangchuck**, ayant abdiqué au profit de son fils, instaure la démocratie : le royaume tient ses premières élections au suffrage universel, après un siècle de monarchie absolue.

« De ce que j'en entends, elle doit être très belle »

La même année, la **Commission de planification quinquennale**, instituée en 1961, devient la **Commission du BNB**. Elle passe au crible tous les choix de politiques publiques afin d'évaluer leurs effets sur le bien-être de la population. Le bonheur national brut repose sur 4 piliers : la bonne gouvernance, le

développement socio-économique durable, la préservation et la promotion de la culture, ainsi que la conservation de l'environnement. Un indice élaboré dans les années 2000 apprécie la tenue de ces objectifs à travers 72 indicateurs et 151 variables. « *Nous avons converti l'idée du roi en questionnaire* », explique **M. Karma Ura**, un haut fonctionnaire diplômé d'Oxford chargé de conceptualiser le BNB. Il préside maintenant le *Centre for Bhutan Studies and Gross National Happiness Research*, installé dans un édifice à la haute façade de pierres et de vitres, au cœur d'un vallon boisé en périphérie de Thimphou. Le bétel qu'il chique, comme de nombreux Bouthanais, lui déforme la joue et teinte ses gencives de rouge. L'odeur animale que dégage la noix d'arec imprègne le pays, mêlée aux volutes d'encens.

M. Ura a connu l'âge d'or du BNB. Le *New York Times* lui a consacré un portrait qui le présentait comme « *l'un des plus grands experts mondiaux du bonheur* » (17 janvier 2017). Le Bhoutan gagne alors le sobriquet de « pays du bonheur », quand bien même l'expression équivalente au BNB dans la langue nationale, le dzongkha, ne s'impose pas. L'historien bhoutanais **Karma Phuntsho** rapporte même que sa ressemblance avec un nom féminin induit certaines confusions : « *Interrogé par un journaliste de la radio [au sujet du BNB], un homme répondit : "De ce que j'en entends, elle doit être très belle. Mais je ne l'ai encore jamais rencontrée"* » (Karma Phuntsho, *The History of Bhutan*, Penguin, Londres, 2013).

Il en va autrement à l'étranger, où le royaume exploite la thématique pour se forger une identité sur la scène internationale. Sous le mandat du premier dirigeant élu du pays, **M. Jigme Thinley** (2008-2013), le « bonheur bhoutanais » devient même un instrument de soft power. En 2012, « *le Bhoutan parraine deux résolutions à l'Assemblée générale des Nations unies qui aboutissent à la création d'une Journée internationale du bonheur* », relate **M. Thierry Mathou**, ambassadeur de France en Inde et auteur d'un livre sur son petit voisin (Thierry Mathou, *Le Bhoutan. Royaume du bonheur national brut. Entre mythe et réalité*, L'Harmattan, 2013).

Au-delà de l'affichage, l'inscription du BNB dans la Constitution du pays doit prolonger le changement opéré dans les années 1960 avec l'adoption d'un nouveau modèle de développement et des premiers instruments de planification quinquennale. À l'époque, le Bhoutan n'a pas de routes carrossables. Écoles et médecins se comptent littéralement sur les doigts des deux mains. L'alphabétisation atteint aujourd'hui 98% chez les jeunes, et 72% pour l'ensemble de la population. L'enseignement se dispense gratuitement en anglais et en dzongkha. Des maladies telles que la lèpre, le goitre ou la poliomyélite ont été éradiquées. L'espérance de vie à la naissance est de 75 ans, soit 4 ans de plus que la moyenne mondiale. Ce pays de montagne peut se prévaloir d'un territoire électrifié à 100% et d'une parfaite couverture numérique. Le 13 décembre 2023, l'Assemblée générale des Nations unies a acté ces changements dans une résolution qui sortait le Bhoutan de la catégorie des pays les moins avancés.

La Porte de l'intellect est désormais délaissée

Le pays fait cependant face à de nouveaux problèmes. La fonte des glaciers himalayens menace d'engloutir des vallées entières. Les gens qui travaillent cumulent le plus souvent les activités pour joindre les deux bouts, comme ce chauffeur de l'un des ministres du gouvernement qui effectue aussi des courses de taxi. Une pratique courante chez les fonctionnaires, affirme-t-il. La jeunesse diplômée ne trouve pas d'emploi, et fait ses valises. Cet exode signe-t-il pour autant un échec ? Au contraire, répond le **premier ministre**. **M. Tobgay** voit le départ massif des jeunes Bhoutanais comme « *un effet collatéral* » de la réussite du pays. « *En une génération, au cours de ma vie, nous sommes passés d'une société médiévale à une société moderne. Nos enfants ont bénéficié d'un système de santé gratuit, d'une éducation gratuite et de qualité. Notre jeunesse peut communiquer dans une langue internationale comme l'anglais et peut obtenir des emplois, en particulier en Australie. C'est d'une certaine manière un résultat qui va au-delà de nos espérances.* »

Reste que le Bhoutan fait évoluer son modèle. En 2022, la **Commission du BNB** est dissoute, la planification répartie entre plusieurs instances gouvernementales. L'évaluation des politiques publiques à l'aune du BNB n'a plus lieu. « *Les principales critiques sont venues des secteurs des affaires, de l'industrie, du commerce. Ils trouvaient l'indicateur trop strict, trop restrictif, lui reprochaient de compliquer l'activité* », explique **M. Ura**, depuis son grand centre d'études, achevé en 2017 et aujourd'hui bien vide. Plus grand monde ne passe sous la Porte de l'intellect, une arche en bois peint installée sur le parvis. Les livres de la Bibliothèque de l'esprit, du corps et de la bonne santé, fermée jusqu'à nouvel ordre, prennent la poussière. **M. Ura** concentre désormais ses recherches sur le bouddhisme, et tente de

quantifier les effets de la pratique méditative.

Du côté du 1^{er} ministre, on affirme qu'« il y a urgence » à agir. « *Ces emplois australiens, même pour des travaux subalternes, paient beaucoup plus que ce que l'on peut gagner ici. Évidemment, beaucoup de gens veulent partir à l'étranger. La seule solution pour nous, c'est de créer des emplois ici qui soient compétitifs avec ceux de l'Australie.* » Le plan quinquennal 2024-2029 vise à propulser le Bhoutan au rang de pays à haut revenu d'ici à 2034. Il table sur le retour du bon vieux PIB et son doublement, grâce à une croissance d'environ 11% sur la période - un niveau qu'elle n'a pas atteint depuis 2010.

Plus de 1 milliard de dollars de bitcoins

La partie ne sera pas aisée. La pandémie de Covid-19 a mis à mal le tourisme, l'un des piliers de l'économie. Depuis son introduction en 1974, après une période de fermeture du royaume aux visiteurs étrangers, il est devenu la deuxième source de devises étrangères après l'hydroélectricité vendue à l'Inde. Il est aussi l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois, avec l'agriculture et le secteur public. Géré par l'État à ses débuts, le secteur se trouve désormais entre les mains d'opérateurs privés. Reste la taxe de séjour, d'actuellement 100 \$ par nuitée, directement collectée par Thimphou. Ces « *frais de développement durable* » - appellation officielle - procurent plusieurs dizaines de millions d'euros de revenus annuels au gouvernement. La manne s'est brutalement tarie en mars 2020 ; l'économie a alors plongé de 10%. Le Bhoutan n'a rouvert ses portes aux touristes qu'à partir de septembre 2022, sans renouer avec la fréquentation d'avant la pandémie.

Depuis l'une des principales routes du pays, entre la vallée de Paro et celle où s'étire la capitale, un pont enjambe une rivière. Il est couvert de drapeaux de prières multicolores qui flottent au vent. Sur l'autre rive, une route serpente le long d'un coteau minéral, dénué de végétation. Cet emplacement devait accueillir la **Cité de l'éducation**, un projet abandonné en 2014. On y trouve désormais la principale usine de minage de bitcoins du pays. Aucun panneau ne l'indique. Seuls des pylônes électriques et des câbles qui escaladent la montagne pelée laissent penser qu'une activité avide en énergie se déploie derrière la ligne d'horizon.

La presse économique américaine a révélé en 2023 que le Bhoutan possédait d'importantes réserves de cryptoactifs ([Sarah Emerson et Iain Martin, « The tiny kingdom of Bhutan secretly held millions of dollars in cryptocurrency », Forbes, New York, 15 avril 2023](#)). Le royaume détiendrait à ce jour environ 13 000 bitcoins, dont la valorisation en dollars dépasse le milliard. Cela en fait la cinquième réserve étatique de bitcoins au monde, après les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et l'Ukraine. Et une somme importante pour le Bhoutan, équivalente à plus d'un tiers de son PIB annuel. Les activités de minage, qui auraient commencé en 2019, relèvent de la **Druk Holdings and Investment**, la société publique d'investissement du royaume, qui exploite plusieurs sociétés d'État. Son **directeur, M. Ujjwal Deep Dahal**, un ancien ingénieur en hydroélectricité, reste discret sur le détail de ces opérations, mais il partage sans difficulté la motivation profonde de cette activité : « *Nous avons toujours voulu ajouter de la valeur à notre énergie hydroélectrique, plutôt que de la vendre sous une forme brute.* » Le Bhoutan a procédé à ses premières ventes de bitcoins en 2024, obtenant plusieurs dizaines de millions de dollars, et expérimentant une nouvelle manière de se procurer des devises étrangères.

Investissements de « pleine conscience »

Hélène Ferrarini, *Le Monde diplomatique*, décembre 2025, pp. 14

Le 17 décembre 2023, jour de la fête nationale, le roi du Bhoutan Jigme Khesar Wangchuck annonce la création d'une **Zone administrative spéciale** à **Gelephu**, dans le sud du pays, à la frontière avec l'Inde. Ce territoire de plaine subtropicale de 2 500 km² doit résoudre les difficultés du pays en attirant des investissements étrangers dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, les technologies, l'économie aéroportuaire ou la finance ... Présentée comme un des piliers économiques de la future cité, maillée de temples et de centres de méditation, la spiritualité s'y verra accorder une place centrale. Les monastères bouddhistes du Bhoutan ont été parmi les premiers à soutenir financièrement le projet royal.

La zone est baptisée « **ville de pleine conscience** » (**Gelephu Mindfulness City, GMC**), du nom d'un type de méditation bouddhiste aujourd'hui très en vogue un peu partout dans le monde. « *Nous essayons de créer un hub économique et financier*, résume **M. Rabsel Dorji**, membre de l'équipe rapprochée que le roi

a constituée pour concevoir et promouvoir cette zone. *Nous travaillons comme une start-up, dirigée par Sa Majesté.* » Les législations financières seront inspirées de celles en vigueur à Singapour et à Abou Dhabi. « *Nous voulons procurer de la familiarité aux investisseurs. Ce sont des références de grande qualité et fiables*, vante **M. Dorji** depuis le salon cossu d'un des hôtels les plus luxueux de Thimphou. *Nous sentons qu'au cours de la prochaine décennie l'Inde et le sous-continent seront vraiment mûrs pour la croissance et pour le développement. Nous sommes stratégiquement très bien situés, et nous sommes connectés au Proche-Orient ainsi qu'à l'Asie du Sud et du Sud-Est.* »

GMC peut aussi être vue comme une manière pour le Bhoutan de desserrer l'emprise de New Delhi, tout en continuant à mobiliser les capitaux indiens. Entre autres infrastructures prévues, un aéroport international permettra de relier le royaume au reste du monde. L'actuel, niché dans la vallée de Paro, à 2 200 m d'altitude, et où les atterrissages s'effectuent à vue, ne relie le pays qu'à une poignée de destinations de la sous-région. L'Inde, qui voit d'un bon œil le projet, a déjà prévu de raccorder son réseau ferré à Gelephu. Elle fournira l'essentiel de la main-d'œuvre et des matériaux. Les groupes indiens *Reliance* et *Adani* ont exprimé leurs souhaits d'investir dans la future cité.

La « ville de pleine conscience » sera dotée de sa propre monnaie, adossée à l'or et non plus à la roupie indienne comme l'est le ngultrum, la devise bhoutanaise. « *Nous ne sommes pas contraints par quoi que ce soit qui se passe dans le reste du pays* », s'enflamme **M. Dorji**.

Les concepteurs de Gelephu espèrent l'installation, « *dans les 7 à 10 ans, de 100 000 à 150 000 personnes, Bhoutanais et expatriés internationaux* », et rêvent à terme d'une cité d'un à deux millions d'habitants. Quelle sera leur citoyenneté ? « *C'est une bonne question ! Nous sommes encore en train d'y réfléchir* », concède **M. Dorji**. Et leur représentation politique ? « *Pour l'instant, nous avons un PDG qui est singapourien. Tous les membres du conseil d'administration sont des non-Bhoutanais, à l'exception du roi. Ce qui est fondamental, c'est que Sa Majesté sera là. Le prochain roi aussi.* »

Le monarque a fait son annonce au cours de la campagne des élections législatives bhoutanaises, et les deux partis politiques en lice ont immédiatement soutenu le projet royal. « *Ce ne serait possible dans aucun autre pays. Et cela est envisageable ici parce que la vision de Sa Majesté le Roi a l'acceptation, l'appui, le soutien de chaque citoyen du Bhoutan* », assure le premier ministre **Tshering Tobgay**.

Dans les cours d'histoire dispensés aux jeunes Bhoutanais, chaque règne est associé à de grandes réalisations. **M. Jigme Khesar Wangchuck**, 45 ans, s'était en apparence tenu en retrait de la gestion politique du pays, jusqu'au lancement de cette « ville de pleine conscience ». Le projet est pensé à l'échelle de son règne. Les promoteurs de Gelephu assurent que, pendant un temps, cette zone administrative spéciale et le reste du pays empruntent des trajectoires différentes. La formule retenue décrit « un pays, deux systèmes ». L'ambition est que, d'ici 40 ans, une réunification puisse avoir lieu, sous un même système. Lequel ? Tout le monde l'ignore.

Coincé entre deux géants (extraits)

Hélène Ferrarini, *Le Monde diplomatique*, décembre 2025, pp. 15

Le Bhoutan n'a jamais été colonisé. En 1907, une monarchie héréditaire remplace un système de pouvoir double, temporel et spirituel, fondé sur des réincarnations. Le premier roi se tourne vers le sud et l'Inde sous colonisation britannique, vue *comme un partenaire politique et commercial*. Dès le début du XX^e s, les Britanniques veillent à faire du Bhoutan une zone tampon. Cette région difficile d'accès, allant des plaines de l'Assam jusqu'aux plus hauts sommets de la chaîne himalayenne, doit être tenue à distance de l'influence chinoise qui se fait déjà sentir au Tibet. Les clauses du traité de Punakha, signé en 1910 entre le Raj britannique et le Bhoutan, sont reprises dans le pacte de 1949 signé avec l'Inde, indépendante depuis 2 ans : « *Le gouvernement du Bhoutan accepte d'être guidé par les avis du gouvernement indien en ce qui concerne ses relations étrangères* », précise le document. Signe de l'ambiguïté du statut bhoutanais, *Le Monde* titre en cette année 1949 « *Le Bhoutan accède à l'Union indienne* », reprenant une dépêche de New Delhi. Le quotidien français qualifie le Bhoutan d'*« État semi-indépendant »*, ce qui signifie que le gouvernement indien s'engage à ne pas intervenir dans ses affaires intérieures.

État de l'Union indienne libre de ses affaires intérieures ou État indépendant dont New Delhi contrôle les affaires étrangères ? L'avenir du royaume se joue sur un fil. En 1971, il rejoint les Nations unies. Puis

noue progressivement des relations diplomatiques avec les instances internationales et certains pays tiers, toujours avec l'accord de New Delhi, alors que son voisin, le royaume du Sikkim, est annexé par l'Inde en 1975. En 2007, finalement, le traité qui lie le pays à son grand voisin est révisé, et l'article 2 supprimé, ce qui revient à officialiser l'émancipation. « *La diplomatie bhoutanaise est avant tout pragmatique, comme l'ambassadeur de France en Inde Thierry Mathou. [Elle noue] des relations diplomatiques avec des pays qui [lui] sont utiles en termes d'aide publique au développement et des pays avec lesquels les relations diplomatiques sont neutres sur le plan régional.* » Autrement dit, des États qui ne contrarient pas New Delhi. Car, si la tutelle institutionnelle a disparu, l'emprise indienne demeure.

« Beaucoup de pression des deux côtés »

Un lieu incarne le lien qui unit encore aujourd'hui les deux États. Il se trouve à l'extrême ouest du royaume, dans la région de Ha. Après un col à près de 4000 m d'altitude, où le thé au beurre et les raviolis vapeur se paient à l'aide d'un QR code et d'une application de téléphonie mobile, la route descend jusqu'à la vallée. Sur la rive opposée se dessine la silhouette typique du *dzong* : épais murs de pierres chaulés blancs, toits aux rives retroussées rouge et or. Ces forteresses-monastères qui réunissent pouvoirs temporel et spirituel se dressent dans les chefs-lieux du pays. La plupart des *dzong* ont été érigés au XVII^e s, lors de l'unification du Bhoutan sous l'impulsion d'un lama tibétain, Shabdrung Ngawang Namgyal. C'est là que se déroulent tous les ans les *tshechu*, des manifestations de danses masquées où se presse la population, pour plusieurs jours de festivités. Dans la ville de Ha, le *tsechu* ne peut avoir lieu à l'intérieur du *dzong*. L'armée indienne et sa force spéciale d'entraînement Imrat l'occupent depuis plus de soixante ans. Des portraits en noir et blanc de Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde de 1947 à 1964, et de Jigme Dorji Wangchuck, roi du Bhoutan de 1952 à 1972, ornent l'entrée du quartier militaire. « *Un voyage parcouru ensemble par l'Inde et le Bhoutan* », proclame une inscription en anglais.

En septembre 1958, la visite de Nehru au Bhoutan, à dos de cheval et de yak en l'absence de route carrossable, marque les prémisses du soutien économique et technique de New Delhi au royaume bhoutanais. La construction des premières routes est lancée dès l'année suivante. En 1961, le Bhoutan adopte la planification quinquennale sur le modèle de la planification indienne et engage la construction d'écoles, de dispensaires, de centrales hydroélectriques ... Cette aide au développement s'accompagne de l'installation d'une présence militaire indienne sur le sol bhoutanais.

(...)

En 2017, les lieux ont été le théâtre d'un face-à-face tendu entre l'armée indienne et les forces chinoises, en territoire bhoutanais. Le prolongement d'une route par la Chine dans cette zone de contentieux avec le Bhoutan a suscité l'envoi par New Delhi de troupes chargées d'en stopper la construction. Thimphou s'est muré dans le silence. Les autorités n'ont ni confirmé ni nié avoir sollicité l'intervention de l'armée indienne. Les médias bhoutanais n'en ont pas parlé, alors que pendant deux mois et demi les soldats chinois et indiens se regardaient en chiens de faïence sur le sol national. Tiraillé entre son allégeance à l'Inde et la préservation de sa souveraineté nationale, le petit royaume enclavé se trouve dans une situation bien périlleuse. C'est l'autre « crise existentielle » du Bhoutan que souligne M. Mathou. « *Le Bhoutan n'a ni les moyens ni l'ambition de jouer l'équilibriste entre les deux géants. La pression de la Chine est forte, la volonté de l'Inde de conserver un partenariat stratégique étroit avec le Bhoutan aussi, ce qui fait beaucoup de pression des deux côtés.* »

En 2012-2013, déjà, le Bhoutan en a fait l'expérience. Lors du sommet Rio+20, Thimphou attire l'attention en annonçant le souhait du pays de devenir le premier à convertir intégralement son agriculture à la production biologique. Les implications sont géostratégiques. Le chef du gouvernement Jigme Thinley établit un lien diplomatique avec le premier ministre chinois, M. Wen Jiabao. C'est une première pour les deux pays. Quelques mois plus tard, en pleine campagne électorale bhoutanaise, l'Inde cesse de subventionner les bouteilles de gaz exportées chez son petit voisin. La pénurie est quasi immédiate. M. Thinley n'est pas réélu et le parti d'opposition l'emporte, donnant lieu à la première alternance dans l'histoire du pays. Le premier ministre actuel, M. Tshering Tobgay, a retenu la leçon : « *Nous ne pouvons pas tenir pour acquise notre relation avec l'Inde. Nous sommes de très bons amis, mais nous devons continuer à nourrir cette amitié.* » Le Bhoutan a besoin de l'aide indienne, tout en souhaitant s'émanciper de sa tutelle, sans pour autant braquer New Delhi. Délicate équation.